CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STATE
LEGISLATION - WETGEVING

10-4-1987

Transmis à M. Coordinateur
Overgezonden aan de H.

VD. L. 18.000/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 31 mars 1987, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté ministériel "pris en exécution de l'arrêté royal du réglant l'octroi d'une allocation pour prestations supplémentaires à certains membres du personnel des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical", a donné le 3 avril 1987 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 31 maart 1987 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit van houdende toekenning aan sommige personeelsleden van de land-, lucht- en zeemacht en de medische dienst van een toelage voor bijkomende prestaties", heeft op 3 april 1987 het volgend advies gegeven :

EXAMEN DU TEXTE.

INTITULE.

L'intitulé suivant est proposé :

"Arrêté ministériel relatif à l'octroi d'allocations complémentaires à certaines catégories de militaires des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical".

PREAMBULE.

Conformément à l'usage, il convient de viser la loi sur laquelle se fonde l'arrêté royal que le projet d'arrêté ministériel exécute.

L'alinéa 1er nouveau doit donc être rédigé comme suit :

"Vu la loi du 19 décembre 1980 relative aux droits pécuniaires des militaires, notamment l'article 5;".

L'intitulé de l'arrêté royal visé à l'alinéa 1er, devenant l'alinéa 2, devrait être modifié en conséquence de la rédaction proposée dans l'avis donné ce jour par le Conseil d'Etat sous le n° 17.999.

.../...

DISPOSITIF.

Les dispositions du projet devraient traduire plus exactement les intentions de ses auteurs et déterminer avec plus de précision leur objet et leur portée.

Les articles ler à 4 du projet ont trait aux prestations supplémentaires visées à l'article 2 du projet d'arrêté royal réglant l'octroi d'allocations complémentaires à certaines catégories de militaires des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, sur lequel le Conseil d'Etat a donné l'avis (L. 17.999) précité.

L'article 5 contient une règle applicable aux prestations assujettissantes visées à ce projet d'arrêté royal (article 3 du texte proposé par le Conseil d'Etat).

L'article 5 du projet devrait préciser chaque fois si les allocations pour les prestations qu'il énumère, sont ou non subordonnées à la condition que les prestations s'étendent sur une durée ininterrompue de vingt-quatre heures au moins. L'article 2 du projet d'arrêté royal n'étant pas applicable aux prestations assujettissantes, cette condition ne pourrait pas, en effet, dans le silence du texte, leur être imposée.

Il ressort des explications du délégué du Ministre que l'article 6 du projet vise, en réalité, des prestations supplémentaires de cinq heures qui sont consécutives à une période de quarante huit heures ou de vingt-quatre heures, selon le cas, pour laquelle une allocation complémentaire est due.

.../...

De l'accord du délégué du Ministre, le texte suivant est proposé pour l'ensemble du dispositif :

"Article ler.-

Une allocation pour prestations supplémentaires dont le montant est fixé à 5/1850 du traitement annuel brut est accordée par période de vingt-quatre heures pour l'accomplissement, à la demande des autorités publiques, de tâches non militaires d'une durée de quarante-huit heures au moins.

Article 2.-

Une allocation dont le montant est fixé à 3/1850 du traitement annuel brut est accordée par période de vingt-quatre heures pour les prestations supplémentaires énumérées ci-après :

1° a à f (comme au projet)

g) les prestations accomplies sur les lieux de l'accident, à la demande du service d'enquête sur les accidents d'aviation;

h et i (comme au projet)

2° (comme au projet).

Article 3.-

Une allocation dont le montant est fixé à 2/1850 du traitement annuel brut est accordée par période de vingt-quatre heures pour les prestations supplémentaires énumérées ci-après :

1° le service de semaine ou de jour assuré par un adjudant, un sous-officier, un caporal, un ambulancier, un chauffeur ou une estafette;

2° les permanences opérationnelles, territoriales et protocolaires, à l'exception de celles qui sont mentionnées à l'article 4, effectuées en exécution d'un tour de rôle;

3° la consigne pour l'accomplissement de tâches non militaires à la demande des autorités publiques et pour la protection des centrales nucléaires.

Article 4.-

Une allocation dont le montant est fixé à 0,5/1850 du traitement annuel brut est accordée par période de vingt-quatre heures pour les prestations supplémentaires énumérées ci-après :

1° le service de permanence et de piquet en exécution d'un tour de rôle et nécessitant la présence ininterrompue du militaire à son domicile ou dans sa chambre dans le quartier;

2° le service de semaine ou de jour d'un capitaine ou d'un officier de service,en exécution d'un tour de rôle;

3° la disponibilité ... (la suite comme au projet).

.../...

Article 5.-

§ 1er. Une allocation pour prestations assujettissantes est accordée dans les cas énumérés aux paragraphes 2 à 6.

§ 2. Une allocation de 5/1850 du traitement annuel brut est accordée par période de vingt-quatre heures aux militaires qui participent, pendant une période ininterrompue de quarante-huit heures au moins, aux manoeuvres et aux exercices, à l'exception de ceux qui sont effectués à bord d'un bâtiment de mer commissionné en mer ou dans un port étranger.

§ 3. Une allocation de 3/1850 du traitement annuel brut est accordée par période de vingt-quatre heures pour :

1° les périodes de camp et de tir d'une durée ininterrompue de vingt-quatre heures au moins;

2° les prestations visées au paragraphe 2 de plus de vingt-quatre heures mais de moins de quarante-huit heures;

3° les manoeuvres et les exercices effectués en mer ou dans un port étranger à bord d'un bâtiment de mer commissionné, pendant une durée ininterrompue de quarante-huit heures au moins;

4° (comme à l'article 5, § 2, 4°, du projet).

§ 4. Une allocation de 2/1850 du traitement annuel brut est accordée par période de vingt-quatre heures pour :

.../...

1° les prestations accomplies au profit de la gendarmerie par l'aviation légère de la force terrestre et les prestations d'assistance médicale qui les accompagnent, fournies par le service médical;

2° les prestations de veilleur de nuit;

3° le service en mer consistant en une aide ou une assistance sollicitées par une autorité publique;

4° les prestations visées au paragraphe 3, 3°, d'une durée ininterrompue de plus de vingt-quatre heures mais de moins de quarante-huit heures.

(1)

§ 5. Une allocation de 2/1850 du traitement annuel brut peut être accordée, sur décision motivée, par période de vingt-quatre heures pour les permanences opérationnelles et territoriales qui sont effectuées en exécution d'un tour de rôle pendant une période ininterrompue de vingt-quatre heures au moins et qui sont liées aux fonctions auxquelles le militaire est affecté.

.../...

---

(1) L'article 5, § 3, alinéa 2, du projet fait double emploi avec le projet d'arrêté royal qui lui sert de fondement (article 3 du texte proposé par le Conseil d'Etat dans l'avis L. 17.999).

§ 6. Une allocation de 0,5/1850 du traitement annuel brut (est accordée) (1) par période de vingt-quatre heures pour le service de permanence qui est lié aux fonctions du militaire mais qui nécessite sa présence ininterrompue à son domicile ou dans sa chambre dans le quartier pendant vingt-quatre heures au moins, à l'exception des permanences visées au paragraphe 5.

Article 6.-

Lorsque des prestations supplémentaires visées à l'article 1er ou des prestations assujettissantes visées à l'article 5, § 2, sont accomplies pendant une période ininterrompue de plus de quarante-huit heures, les périodes indivisibles de cinq heures qui subsistent après l'imputation des allocations dues par période de vingt-quatre heures, donnent droit à une allocation de 1/1850 du traitement annuel brut.

Lorsque des prestations supplémentaires visées à l'article 2, 2°, ou des prestations assujettissantes visées à l'article 5, § 3, sont accomplies pendant une période ininterrompue de plus de vingt-quatre heures, les périodes indivisibles de cinq heures qui subsistent après l'imputation des allocations dues par période de vingt-quatre heures, donnent droit à une allocation de 0,5/1850 du traitement annuel brut.

.../...

(1) Le texte du paragraphe 6 devrait être mis en concordance avec celui du paragraphe 5 en ce qui concerne l'exigence d'une décision motivée.

Article 7.-

§ 1er. La durée de la prestation est déterminée par l'heure de départ et l'heure de retour du militaire dans le quartier.

Si la prestation a lieu au quartier, la durée réelle est prise en considération.

§ 2. La prestation journalière précédant immédiatement le service de permanence ou de piquet est ajoutée à celui-ci pour le calcul de la durée des prestations visées à l'article 3, 2°, à l'article 4, 1°, et à l'article 5, § 5 et § 6.

Article 8.-

(comme au projet)".

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

OPSCHRIFT.

Het volgende opschrift wordt voorgesteld :

"Ministerieel besluit betreffende de toekenning van aanvullende toelagen aan sommige categorieën van militairen van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst".

AANHEF.

Zoals gebruikelijk is, behoort te worden verwezen naar de wet die ten grondslag ligt aan het koninklijk besluit dat door het ontwerp van ministerieel besluit wordt uitgevoerd.

Het nieuwe eerste lid moet dus als volgt worden geredigeerd :

"Gelet op de wet van 19 december 1980 betreffende de geldelijke rechten van de militairen, inzonderheid op artikel 5;".

Het opschrift van het koninklijk besluit waarnaar verwezen wordt in het eerste lid, dat het tweede lid wordt, zou gewijzigd moeten worden overeenkomstig de redactie voorgesteld in het advies dat de Raad van State heden onder het nr. 17.999 heeft uitgebracht.

.../...

BEPALEND GEDEELTE.

De bepalingen van het ontwerp zouden de bedoeling van de stellers ervan juister tot uitdrukking moeten brengen en zouden het doel en de strekking ervan nauwkeuriger moeten bepalen.

De artikelen 1 tot 4 van het ontwerp hebben betrekking op de bijkomende prestaties bedoeld in artikel 2 van het ontwerp van koninklijk besluit tot regeling van de toekenning van aanvullende toelagen aan sommige categorieën van militairen van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst, waarover de Raad van State het voormelde advies (L. 17.999) heeft gegeven.

Artikel 5 bevat een voorschrift dat geldt voor de veeleisende prestaties die bedoeld zijn in dat ontwerp van koninklijk besluit (artikel 3 van de door de Raad van State voorgestelde tekst).

In artikel 5 van het ontwerp zou telkens nader bepaald moeten worden of de toelagen voor de prestaties die erin worden opgenoemd, wel of niet gebonden zijn aan de voorwaarde dat de prestaties zich uitstrekken over een ononderbroken tijdsduur van ten minste een etmaal. Aangezien artikel 2 van het ontwerp van koninklijk besluit niet geldt voor de veeleisende prestaties, zou die voorwaarde, bij stilzwijgen van de tekst, er immers niet op toegepast kunnen worden.

Blijkens de uitleg van de gemachtigde van de Minister doelt artikel 6 van het ontwerp feitelijk op bijkomende prestaties van vijf uur die volgen op twee etmalen of één etmaal, naargelang van het geval, waarvoor een aanvullende toelage verschuldigd is.

De volgende tekst wordt voorgesteld voor heel het bepalend gedeelte; de gemachtigde van de Minister is het daarmee eens :

"Artikel 1.-

Een toelage voor bijkomende prestaties, waarvan het bedrag wordt vastgesteld op 5/1850 van de brutojaarwedde, wordt per etmaal toegekend voor het vervullen, op verzoek van de openbare overheden, van niet-militaire taken die ten minste achtenveertig uur duren.

Artikel 2.-

Een toelage waarvan het bedrag wordt vastgesteld op 3/1850 van de brutojaarwedde wordt per etmaal toegekend voor de hierna opgenoemde bijkomende prestaties :

1° wachtdienst

a) wacht in een kwartier;

b) wachtdienst aan de Koninklijke Paleizen;

c) wachtdienst bij een munitietransport;

d) wachtdienst bij een depot voor kernwapenmunitie;

e) wachtdienst aan kerncentrales;

.../...

f) beveiligingsopdracht op de luchthaven van Zaventem;

g) prestaties op de plaats van het ongeval verricht op verzoek van de onderzoeksdienst ongevallen met vliegtuigen;

h) wacht aan boord van een schip in een Belgische haven;

i) zoals wacht georganiseerde bewaking van een militaire installatie;

2° de in artikel 1 bedoelde prestaties van meer dan vierentwintig uur, maar minder dan achtenveertig uur.

Artikel 3.-

Een toelage waarvan het bedrag wordt vastgesteld op 2/1850 van de brutojaarwedde, wordt per etmaal toegekend voor de hierna opgenoemde bijkomende prestaties :

1° week- of dagdienst waargenomen door een adjudant, onderofficier, korporaal, ambulancier, chauffeur of estafette;

2° operationele, territoriale en protocolaire permanenties, met uitzondering van die welke vermeld worden in artikel 4, en die bij toerbeurt worden verricht;

3° consigne voor het vervullen van niet-militaire taken op verzoek van de openbare overheden en voor het beveiligen van kerncentrales.

.../...

Artikel 4.-

Een toelage waarvan het bedrag wordt vastgesteld op 0,5/1850 van de brutojaarwedde, wordt per etmaal toegekend voor de hierna opgenoemde bijkomende prestaties :

1° permanentie- en piketdienst bij toerbeurt, die vereist dat de militair zonder onderbreking thuis is of op zijn kamer in het kwartier is;

2° week- of dagdienst van een kapitein of officier met dienst, ter uitvoering van een toerbeurt;

3° onmiddellijke beschikbaarheid ... (voorts zoals in het ontwerp).

Artikel 5.-

§ 1. Een toelage voor veeleisende prestaties wordt toegekend in de gevallen opgenoemd in de paragrafen 2 tot 6.

§ 2. Een toelage van 5/1850 van de brutojaarwedde wordt per etmaal toegekend aan de militairen die gedurende een ononderbroken periode van ten minste achtenveertig uur deelnemen aan maneuvers en oefeningen, met uitzondering van die welke op zee of in een buitenlandse haven worden gehouden aan boord van een gecommissioneerd zeeschip.

§ 3. Een toelage van 3/1850 van de brutojaarwedde wordt per etmaal toegekend voor :

1° ononderbroken kamp- en schietperiodes die ten minste een etmaal duren;

.../...

2° de in paragraaf 2 bedoelde prestaties van meer dan vierentwintig uur maar minder dan achtenveertig uur;

3° maneuvers en oefeningen die op zee of in een buitenlandse haven gedurende ten minste achtenveertig uur zonder onderbreking worden gehouden aan boord van een gecommissioneerd zeeschip;

4° werkzaamheden die een ononderbroken activiteit van ten minste tien uur omvatten en door genie-eenheden op het werkterrein worden verricht, met uitzondering van die welke in het kader van opleiding en training worden uitgevoerd.

§ 4. Een toelage van 2/1850 van de brutojaarwedde wordt per etmaal toegekend voor :

1° prestaties die door het lichte vliegwezen van de landmacht ten behoeve van de rijkswacht worden geleverd en de daarbij horende prestaties van medische bijstand, geleverd door de medische dienst;

2° prestaties als nachtwaker;

3° dienst op zee bestaande in hulp of bijstand die door een openbare overheid wordt ingeroepen;

4° ononderbroken prestaties als bedoeld in paragraaf 3, 3°, die meer dan vierentwintig uur maar minder dan achtenveertig uur duren.

(1)

§ 5. Een toelage van 2/1850 van de brutojaarwedde kan bij een gemotiveerde beslissing per etmaal worden toegekend voor de operationele en territoriale permanenties die bij toerbeurt gedurende een ononderbroken periode van ten minste vierentwintig uur worden verricht en samenhangen met de functie die de militair is opgedragen.

§ 6. Een toelage van 0,5/1850 van de brutojaarwedde (wordt) per etmaal (toegekend) (2) voor de permanentiedienst die met de functie van militair samenhangt, maar vereist dat hij gedurende ten minste een etmaal zonder onderbreking thuis is of op zijn kamer in het kwartier, met uitzondering van de in paragraaf 5 bedoelde permanenties.

Artikel 6.

Wanneer gedurende een ononderbroken periode van meer dan achtenveertig uur bijkomende prestaties als bedoeld in artikel 1 of veeleisende prestaties als bedoeld in artikel 5, § 2, worden verricht, geven de ondeelbare periodes van vijf uur die overblijven nadat de per etmaal verschuldigde toelagen verrekend zijn, recht op een toelage van 1/1850 van de brutojaarwedde.

.../...

---

(1) Artikel 5, § 3, tweede lid, van het ontwerp vormt een doublure met het ontwerp van koninklijk besluit waarin het zijn rechtsgrond vindt (artikel 3 van de tekst die de Raad van State in advies L. 17.999 heeft voorgesteld).

(2) De tekst van paragraaf 6 zou, wat het vereiste van een gemotiveerde beslissing betreft, in overeenstemming gebracht moeten worden met de tekst van paragraaf 5.

Wanneer gedurende een ononderbroken periode van meer dan vierentwintig uur bijkomende prestaties als bedoeld in artikel 2, 2°, of veeleisende prestaties als bedoeld in artikel 5, § 3, worden verricht, geven de ondeelbare perioden van vijf uur die overblijven nadat de per etmaal verschuldigde toelagen verrekend zijn, recht op een toelage van 0,5/1850 van de brutojaarwedde.

Artikel 7.

§ 1. De duur van de prestatie wordt bepaald door het uur waarop de militair het kwartier verlaat en dat waarop hij er terugkeert.

Heeft de prestatie plaats in het kwartier, dan wordt de werkelijke tijdsduur in aanmerking genomen.

§ 2. De dagprestatie die onmiddellijk aan de permanentie- of piketdienst voorafgaat, wordt bij deze laatste geteld voor het berekenen van de duur van de prestaties bedoeld in artikel 3, 2°, in artikel 4, 1°, en in artikel 5, §§ 5 en 6.

Artikel 8.

(zoals in het ontwerp)".

La chambre était composée de

Messieurs : J. LIGOT, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

J.-J. STRYCKMANS, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.
Le rapport a été présenté par M. M. QUINTIN, auditeur adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.
Het verslag werd uitgebracht door de H. M. QUINTIN, adjunct-auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

R. DEROY.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. LIGOT.